

Rapport de gestion 2010

1. Points forts de l'année

Année de la pauvreté

L'année européenne de la pauvreté et de l'exclusion sociale a eu des répercussions aussi en Suisse. En 2009 déjà, la Confédération avait lancé une consultation sur un projet de stratégie en matière de lutte contre la pauvreté, procédure à laquelle l'Initiative des Villes: Politique sociale a participé. La Conférence nationale sur la lutte contre la pauvreté, organisée par la Confédération le 9 novembre 2010, a permis aux participants de débattre des stratégies et des différentes prises de position présentées. Le président de l'Initiative des villes: Politique sociale, Martin Waser, est intervenu en tant que l'un des trois représentants principaux, pour représenter le niveau communal. Le point fort de la conférence a été une déclaration commune signée par la Confédération, les cantons, les villes et les communes.

Les résultats et constats de cette conférence feront l'objet d'un suivi dans le cadre du Dialogue national sur la politique sociale suisse, sous la direction du conseiller fédéral Didier Burkhalter.

A son assemblée de printemps en mai 2010, l'Initiative des villes: Politique sociale a fait de la pauvreté un thème prioritaire, déterminant sa position et les éléments clés relatifs à la lutte contre la pauvreté. Pour les prochaines années à venir, ce thème restera à l'ordre du jour de l'Initiative des villes: Politique sociale.

Révision LACI

Le 26 septembre 2010, le peuple suisse a accepté la 4^e révision de la loi sur l'assurance-chômage. L'Initiative des villes: Politique sociale s'était engagée durant la campagne pour combattre ce projet motivé, à son avis, par des considérations purement politico-financières mais ayant des conséquences lourdes pour les villes. Les membres ont eu à leur disposition une documentation ad hoc, et le président a défendu la position des villes dans divers interviews et dans l'émission « Arena » de la Télévision suisse alémanique.

Accès des jeunes sans-papiers à la formation professionnelle

Les jeunes sans papiers peuvent fréquenter l'école obligatoire mais ils ne sont pas admis dans les formations professionnelles, car ces dernières supposent une autorisation de séjour et un permis de travail. Dans la mesure où ces jeunes vivent pour la plupart dans un milieu urbain, les villes sont particulièrement intéressées à supprimer cette inégalité de traitement infondée. La question faisant l'objet d'un débat intense au niveau suisse (notamment suite à la décision de la Ville de Lausanne d'offrir aux jeunes sans papiers des places d'apprentissage au sein de la municipalité), un groupe de travail de l'Initiative des villes: Politique sociale et de l'Union des villes suisses (UVS) l'a traitée de manière approfondie. Il a démontré que l'inégalité de traitement actuelle entre la formation scolaire et la formation duale manque de justification, et qu'une solution uniforme au niveau fédéral s'impose pour la supprimer.

Sur cette base, l'Initiative des villes: Politique sociale s'est engagée, conjointement avec l'UVS, devant les Chambres fédérales pour soutenir une motion du conseiller national Luc Barthassat visant à accorder aux jeunes sans statut de séjour légal la possibilité d'accomplir un apprentissage. Cette motion a été approuvée par les deux Chambres, et le Conseil fédéral doit maintenant élaborer un projet de mise en oeuvre (rappelons toutefois que, par la suite, la Commission des institutions politiques du Conseil national a recommandé le rejet d'autres initiatives parlementaires et cantonales allant dans le

même sens). L'Initiative des villes: Politique sociale et l'UVS ont clairement signalé leur volonté de participer à la suite des travaux de mise en oeuvre.

Collaboration inter-institutionnelle (CII)

Après l'évaluation de la première phase de projet de dix ans, la Confédération a décidé de réorganiser la structure de la CII au niveau national. Les changements essentiels consistent à créer, en plus de l'organe de pilotage CII, un organe de coordination chargé de veiller au développement et à la mise en oeuvre coordonnée de la CII au quotidien. L'UVS et l'Initiative des villes: Politique sociale disposent d'un siège dans chacun des deux organes. En accord avec l'UVS, Martin Waser (président de l'Initiative des villes: Politique sociale) représentera dès 2011 les villes au sein de l'organe de pilotage, tandis qu' Armin Manser (directeur des Affaires sociales, Uster) siègera dans l'organe de coordination.

Consultations

Au cours de l'année 2010, l'Initiative des villes: Politique sociale a pris position, à l'attention de l'UVS, dans le cadre de plusieurs consultations lancées par la Confédération dans le domaine de la politique sociale, dont la 6e révision AI (volet b), l'ordonnance sur l'accueil extrafamilial des enfants ou encore l'ordonnance sur l'assurance-chômage. Les avis exprimés par l'Initiative des villes: Politique sociale ont toujours été repris dans les prises de position de l'UVS à l'attention de la Confédération.

Changement de présidence

Après huit années de présidence, Ruedi Meier s'est retiré de sa fonction le 30 juin 2010. Lors de l'assemblée de printemps 2010, les membres de l'Initiative des villes: Politique sociale ont élu son successeur en la personne du conseiller municipal Martin Waser (directeur des Affaires sociales de la ville de Zurich, PS). Ce dernier est entré en fonction officiellement le 1er juillet 2010. L'assemblée de printemps a pris congé de Ruedi Meier, mais nous tenons à le remercier une fois encore pour son engagement durant ses années de présidence. Fort heureusement, M. Meier reste un membre actif de l'Initiative des villes: Politique sociale au sein du comité.

2. Comité

Le comité de l'Initiative des villes: Politique sociale a connu en 2010 des changements importants. D'une part, Martin Waser a repris la présidence de Ruedi Meier et donc aussi la présidence du comité. D'autre part, deux nouveaux membres sont entrés au comité dès l'assemblée d'autonome, à savoir Jeanette Storrer (Schaffhouse, PLR) et Nicolas Galladé (Winterthour, PS). Le comité se composait ainsi au 31 décembre 2010 des conseillères et conseillers municipaux Martin Waser (Zurich, PS, président, depuis 2009), Jean-Christophe Bourquin (Lausanne, PS, vice-président, depuis 2007), Edith Olibet (Berne, PS, depuis 2005), Nino Cozzio (St-Gall, PDC, depuis 2007), Ruedi Meier (Lucerne, Les Verts, depuis 2002), Jeanette Storrer (Schaffhouse, PLR, depuis 2010) et Nicolas Galladé (Winterthour, PS, depuis 2010).

Le comité s'est réuni à trois reprises en 2010. Par ailleurs, Martin Waser et Jean-Christophe Bourquin ont défendu les positions de l'Initiative des villes: Politique sociale respectivement au sein de la Commission de la sécurité sociale et de la santé (pour la révision AI) et à la séance du comité de l'UVS (pour le thème de l'accès des sans-papiers à la formation en apprentissage).

3. Secrétariat

Suite au changement de présidence dès le 1^{er} juillet 2010, le secrétariat a été transféré de Lucerne à Zurich. Ursi Schweizer, Secrétaire générale suppléante à la Direction des

affaires sociales de la ville de Zurich, a repris la direction du secrétariat, succédant à Marcel Schuler, Secrétaire général de la Direction des affaires sociales de Lucerne. Nous remercions Marcel Schuler pour son engagement en faveur de l'Initiative des villes: Politique sociale.

En tant qu'organisation nationale, l'Initiative des villes: Politique sociale tient à renforcer la collaboration avec les villes de Suisse occidentale et leur représentation au niveau suisse. Sous la direction de Jean-Christophe Bourquin (Lausanne), deux réunions des villes romandes ont eu lieu à Neuchâtel, en février et en mai 2010, afin de discuter de modèles et mesures possibles. Il était réjouissant de constater, à cette occasion, que de nombreux membres aussi bien du niveau politique qu'administratif exprimaient leur intérêt à voir l'Initiative des villes: Politique sociale se développer en Suisse romande (rencontres de réseautage régulières et traitement commun de thèmes choisis).

4. Groupe de travail « GT Cheffes/chefs de service »

Le groupe de travail des cheffes/chefs des services municipaux des affaires sociales ont tenu trois séances ordinaires, consacrées pour l'essentiel à l'échange pratique et à la discussion sur des thèmes d'actualité. Les échanges ont surtout porté sur l'évolution économique et son effet sur le nombre de cas à l'aide sociale, ainsi que sur les conséquences des révisions de l'AI et de la LACI. Un séminaire de travail d'une journée sur le thème des bénéficiaires de l'aide sociale de longue durée a permis d'analyser les résultats d'une étude réalisée par la Haute école spécialisée de Berne et de discuter des problématiques individuelles spécifiques touchant cette catégorie de personnes. A cette occasion, on a pu constater une fois de plus à quel point les évolutions sont différentes dans chaque ville.

En automne 2010, quatorze personnes ont participé au voyage d'étude organisé par consensus Hambourg, sur le thème du chômage de longue durée en Allemagne du Nord et aux Pays-Bas. Le voyage a offert un aperçu passionnant sur des projets concrets ainsi que sur les systèmes mis en place par ces deux pays pour lutter contre la pauvreté.

Pour la onzième fois déjà, la comparaison des indicateurs sociaux dans des villes suisses a été élaborée et publiée. Cette parution a été marquée de deux nouveautés: le nombre des villes impliquées a passé de quatre à treize, et la Statistique suisse de l'aide sociale (éditée par l'Office fédéral de la statistique OFS) a servi de base de données pour la première fois. L'élément le plus marquant dans l'évolution des cas d'aide sociale en 2009 était la variation substantielle entre les différentes villes. Ainsi, l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'aide sociale dans certaines villes compense pratiquement la baisse constatée dans d'autres.

5. Assemblées

L'assemblée de printemps a eu lieu le 7 mai à Neuchâtel, sur le thème : "La question sociale est tout d'abord urbaine: favoriser l'intégration, lutter contre la pauvreté". Dans le cadre d'ateliers, les membres présents ont pu échanger sur les questions liées à l'éducation de la petite enfance, l'intégration sociale ou encore aux liens entre les domaines de la santé et du social.

L'assemblée d'automne, le 26 novembre à Bâle, était consacrée aux enjeux stratégiques liés à la construction de la Ville sociale. Les intervenants des milieux scientifiques, du terrain ou de la politique, ont donné riche matière à des discussions ouvertes et stimulantes. Les assemblées de 2011 thématiseront également de questions en lien avec la Ville sociale.

6. Participation et collaboration au sein d'organes politiques ou de politique sociale

La collaboration avec d'autres organisations politiques ou de politique sociale a permis à l'Initiative des villes: Politique sociale de faire valoir de manière plus efficace ses revendications principales au niveau fédéral. L'Initiative des villes: Politique sociale a siégé au sein des associations et organes suivants:

- Comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)
- Perspective - Politique familiale
- Conférence tripartite sur les agglomérations (CTA)
- Organisation de projet suisse CII-MAMAC
- Commission fédérale pour les questions de migration (CFM)
- Dialogue national sur la politique sociale suisse

L'Initiative des villes: Politique sociale a poursuivi une collaboration étroite avec les organisations suivantes:

- Union des villes suisses (UVS)
- Association des communes suisses (ACS)
- Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS)

L'Initiative des villes: Politique sociale étant une section de l'UVS, la collaboration avec cette dernière est particulièrement intense aussi bien sur le plan thématique qu'organisationnel. Les efforts de lobbying commun (notamment sur les sans-papiers, la révision AI, loi fédérale en matière d'assistance) se sont également renforcés.

La coopération thématique avec la CSIAS et avec l'ACS a été poursuivie (p. ex. révision AI, stratégie de lutte contre la pauvreté). Au delà du niveau technique, il est important de pouvoir présenter un front uni et cohérent pour défendre les revendications communes de politique sociale notamment à l'égard des organes fédéraux. Dans ce sens, l'échange doit être poursuivi au niveau politique également.

7. Membres

Total des membres au 31.12.2010:	58
Adhésions:	3
Démissions:	0

Que toutes les personnes qui, sous une forme ou une autre, se sont engagées en faveur des revendications de l'Initiative des villes: Politique sociale en 2010 soient ici vivement remerciées.

Initiative des villes: Politique sociale
Martin Waser, président
Ursi Schweizer, directrice

Zurich, le 18 mars 2011